

SYNDICAT MIXTE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE VIENNE BRIANCE GORRE

DELIBERATION – COMITE SYNDICAL N°2021-17

Séance du 21/10/2021

Marchés publics – Attribution de marché : modernisation et rénovation de l'usine de production de SOLIGNAC

NOMBRE DE MEMBRES			
Afférents	Présents	Pouvoirs	Votants
111	58	7	65

L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre, à 18 heures 30, l'Assemblée Délibérante du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable VIENNE BRIANCE GORRE, dûment convoquée le 14 octobre 2021, s'est réunie en session ordinaire au siège du Syndicat à AIXE SUR VIENNE, sous la présidence de Monsieur Maurice LEBOUTET, Président Délégué du Syndicat,

Délégués présents :

MM. Jean DUCHAMBON, Jean Pierre GRANET, MME Chantal TARNAUD, M. Didier CHARPENTIER, MMES Colette DESPLOMBAIN, Céline GROS, MM. Jean Jacques LAMANT, Serge CORREIA, Stéphane FAROUT, Jean Pierre FRUGIER, Bruno GAUBERT, Gaëtan GOUILLLOUX, Daniel LAVALADE, Maurice LEBOUTET, Frédéric MECHIN, Eric PAULHAN, Mme Christelle PEYROT, MM. Anthony RICQ, Gilles ROQUES, René ARNAUD, Gaston CHASSAIN, Lucien DUROUSSEAUD, Alexandre GARNIER, Karl PERIGAUD, Alexandre PORTHEAULT, Philippe ROUGERIE, Bernard SAUVAGNAC, Pascal THEILLET, Bruno CHAPLOT, Denis VARENNE, Hubert DOUDET, Stéphane CHEVAL, Sébastien AUBOUR, Richard CRUVEILHER, Frédéric LAPEYRONNIE, Vincent VENDRAMINI, Loïc GAYOT, Fernand LAVIGNE, Georges BEAUDOU, Pascal ESCOUBEYROU, Christian CHIROL, Michel SARRE, Jean Louis BOURDEAU, Didier GRABIAUD, Yoann RUFFEL, Eric BOULESTEIX, Marcel BARTOUT, Alain GRAISSAGUEL, Yves GAVINET, Christian LATOUILLE, Bertrand DESBORDES, André SOURY, Mme Sylvia DUDOUE, MM. Bruno DESSANE, Jean Claude DUPUY, André DUBOIS, Pierre DELHOUME, Louis GALTIER, **membres du Comité Syndical.**

Délégués excusés ou absents :

M. Emmanuel BAUDET, MME Laëtitia CALENDREAU, M. Xavier ABBADIE, MME Marie AUFORT, M. Pascal AUVERT, MME Elodie CLEMENT, MM. Yves JASMAIN, Jean Michel AUFORT, Jacques BERNIS, Alain BOURION, MMES Nathalie BUISSON, Sylvia COSTE, MM. Bernard GLANDUS, Philippe JANICOT, Didier LEYRIS, Jean Marie MIGNOT, Guillaume RICHIGNAC, David CUETOR, Christian JULIEN, Serge DESBORDES, MME Elodie FEIFER, MM. Jacques BLONDY, Thierry CHIBOIS, René PARAUD, Michel BAZIN, Guy RATINAUD, Lies SWIDERSKI, MME Séverine DUREISSEIX, M. Pierre ROUX, MMES Annick BREUIL, Marie Odile MALOCHET, MM. Jean Christophe CHANABIER, Guillaume ANTENOR, MMES Béatrice LOPEZ SUAREZ, Sylvie MOLINES, MM. Gérard TRICONE, Patrick LEBEDEL, Sylvain CASSORE, MME Marie LINET, MM. Moïse BONNET, Bertrand JAYAT, Bernard DEMOULINS, Jacques BARRY, Franck LETOUX, Cédric GEORGES, Eric GERVEIX, Christian MICHAUD, MME Jacqueline LHOMME LEOMENT, MM. Didier MARCELLAUD, Eddy COIFFE, Paul HURAU, Simon CUILLERDIER, MME Marie Agnès DELORT, **membres du Comité Syndical.**

POUVOIRS DE VOTE : M. Claude CASSAT à M. Philippe ROUGERIE ; Mme Séverine DUREISSEIX à M. Maurice LEBOUTET ; M. Pierre PETILLON à M. Daniel LAVALADE ; M. Manuel VERGER à M. Christian LATOUILLE ; M. Sébastien FISSOT à M. Loïc GAYOT ; M. Moïse BONNET à M. Christian CHIROL.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Gaëtan GOUILLLOUX.

Monsieur le Président dit qu'il faut attribuer le marché de modernisation et rénovation de la station de SOLIGNAC et rappelle que, conformément à la délibération du Comité Syndical en séance du 29 septembre 2020, une consultation a été lancée le 13 janvier 2021.

AR PREFECTURE

087-258700103-20211021-2021_17-DE
Regu le 29/10/2021

DELIBERATION – COMITE SYNDICAL N°2021-17

Séance du 21/10/2021

Marchés publics – Attribution de marché : modernisation et rénovation de l'usine de production de SOLIGNAC

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Commande Publique, et notamment ses articles L.2124-3, R2124-4 et R2161-21 à R2161-23 applicables aux entités adjudicatrices ;

Vu le rapport d'analyse des offres remis par le maître d'œuvre ;

Considérant la procédure avec négociation, initiée par avis d'appel à candidatures publié au BOAMP et au JOUE le 13 janvier 2021 avec date limite de remise des candidatures le 15/02/2021 et des offres le 22 juin 2021 ;

Considérant l'avis de la commission d'appel d'offres du 23 février 2021 pour le choix des candidats ;

Considérant la réception de deux offres dans les délais impartis ;

Considérant l'avis de la commission d'appel d'offres du 13 octobre 2021 pour l'attribution du marché.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés :

Article 1 : décide d'attribuer le marché de modernisation et rénovation de la station de production de SOLIGNAC au groupement Degrémont France – VGE – VTC – AEL pour un montant total H.T. de 7 745 800 € et d'un délai global de 33 mois ;

Article 2 : autorise le Président à signer le marché et toutes les pièces s'y rapportant ;

Article 3 : précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice 2021 du Syndicat, et le seront sur les exercices suivants.

VOTE

Pour : 65

Contre : -

Abstention : -

Ne prend pas part au vote : -

Fait à AIXE SUR VIENNE, le 21 octobre 2021.

Le Président du Syndicat,


Maurice LEBOUTET.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département. En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département. Modalité de publicité effectuée le :

AR PREFECTURE

087-258700103-20211021-2021_17-DE
Regu le 29/10/2021

29 OCT. 2021

SYNDICAT MIXTE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE VIENNE BRIANCE GORRE

DELIBERATION – COMITE SYNDICAL N°2021-15

Séance du 21/10/2021

Demande d'adhésion au Syndicat VBG – commune de SAINT MATHIEU

NOMBRE DE MEMBRES			
Afférents	Présents	Pouvoirs	Votants
111	58	7	65

L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre, à 18 heures 30, l'Assemblée Délibérante du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable VIENNE BRIANCE GORRE, dûment convoquée le 14 octobre 2021, s'est réunie en session ordinaire au siège du Syndicat à AIXE SUR VIENNE, sous la présidence de Monsieur Maurice LEBOUTET, Président Délégué du Syndicat,

Délégués présents :

MM. Jean DUCHAMBON, Jean Pierre GRANET, MME Chantal TARNAUD, M. Didier CHARPENTIER, MMES Colette DESPLOMBAIN, Céline GROS, MM. Jean Jacques LAMANT, Serge CORREIA, Stéphane FAROUT, Jean Pierre FRUGIER, Bruno GAUBERT, Gaëtan GOMILLOUX, Daniel LAVALADE, Maurice LEBOUTET, Frédéric MECHIN, Eric PAULHAN, Mme Christelle PEYROT, MM. Anthony RICQ, Gilles ROQUES, René ARNAUD, Gaston CHASSAIN, Lucien DUROUSSEAUD, Alexandre GARNIER, Karl PERIGAUD, Alexandre PORTHEAULT, Philippe ROUGERIE, Bernard SAUVAGNAC, Pascal THEILLET, Bruno CHAPLOT, Denis VARENNE, Hubert DOUDET, Stéphane CHEVAL, Sébastien AUBOUR, Richard CRUVEILHER, Frédéric LAPEYRONNIE, Vincent VENDRAMINI, Loïc GAYOT, Fernand LAVIGNE, Georges BEAUDOU, Pascal ESCOUBEYROU, Christian CHIROL, Michel SARRE, Jean Louis BOURDEAU, Didier GRABIAUD, Yoann RUFFEL, Eric BOULESTEIX, Marcel BARTOUT, Alain GRAISSAGUEL, Yves GAVINET, Christian LATOUILLE, Bertrand DESBORDES, André SOURY, Mme Sylvia DUDOUE, MM. Bruno DESSANE, Jean Claude DUPUY, André DUBOIS, Pierre DELHOUME, Louis GALTIER, **membres du Comité Syndical.**

Délégués excusés ou absents :

M. Emmanuel BAUDET, MME Laëtitia CALENDREAU, M. Xavier ABBADIE, MME Marie AUFORT, M. Pascal AUVERT, MME Elodie CLEMENT, MM. Yves JASMAIN, Jean Michel AUFORT, Jacques BERNIS, Alain BOURION, MMES Nathalie BUISSON, Sylvia COSTE, MM. Bernard GLANDUS, Philippe JANICOT, Didier LEYRIS, Jean Marie MIGNOT, Guillaume RICHIGNAC, David CUETOR, Christian JULIEN, Serge DESBORDES, MME Elodie FEIFER, MM. Jacques BLONDY, Thierry CHIBOIS, René PARAUD, Michel BAZIN, Guy RATINAUD, Lies SWIDERSKI, MME Séverine DUREISSEIX, M. Pierre ROUX, MMES Annick BREUIL, Marie Odile MALOCHET, MM. Jean Christophe CHANABIER, Guillaume ANTENOR, MMES Béatrice LOPEZ SUAREZ, Sylvie MOLINES, MM. Gérard TRICONE, Patrick LEBEDEL, Sylvain CASSORE, MME Marie LINET, MM. Moïse BONNET, Bertrand JAYAT, Bernard DEMOULINS, Jacques BARRY, Franck LETOUX, Cédric GEORGES, Eric GERVEIX, Christian MICHAUD, MME Jacqueline LHOMME LEOMENT, MM. Didier MARCELLAUD, Eddy COIFFE, Paul HURAU, Simon CUILLERDIER, MME Marie Agnès DELORT, **membres du Comité Syndical.**

POUVOIRS DE VOTE : M. Claude CASSAT à M. Philippe ROUGERIE ; Mme Séverine DUREISSEIX à M. Maurice LEBOUTET ; M. Pierre PETILLON à M. Daniel LAVALADE ; M. Manuel VERGER à M. Christian LATOUILLE ; M. Sébastien FISSOT à M. Loïc GAYOT ; M. Moïse BONNET à M. Christian CHIROL.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Gaëtan GOMILLOUX.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L. 5211-18 ;

Vu la délibération n° 59/2021 prise en date du 09 juillet 2021 (visée en préfecture le 20 juillet 2021) par le Conseil Municipal de SAINT MATHIEU sollicitant l'adhésion de la commune de SAINT MATHIEU au Syndicat VIENNE BRIANCE GORRE et le transfert de la compétence pour la gestion du service public de l'eau potable ;

AR PREFECTURE

087-258700103-20211021-2021_15-DE
Regu le 29/10/2021

DELIBERATION – COMITE SYNDICAL N°2021-15

Séance du 21/10/2021

Demande d'adhésion au Syndicat VBG – commune de SAINT MATHIEU

Vu l'état des lieux du patrimoine de la commune de SAINT MATHIEU dressé par les services du Syndicat ;

Vu les statuts du Syndicat et notamment l'article 1 relatif au périmètre du territoire syndical ;

Considérant que cette délibération entraîne une modification des statuts du Syndicat Vienne Briance Gorre ;

Considérant que conformément à l'article L. 5211-18 du CGCT, il convient pour chaque membre du Syndicat, de se prononcer sur cette modification des statuts ;

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés :

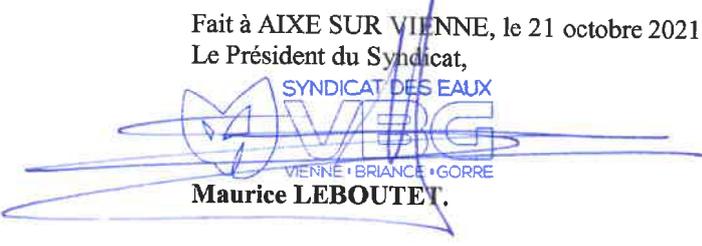
Article 1 : autorise la commune de SAINT MATHIEU à adhérer au Syndicat VIENNE BRIANCE GORRE pour la gestion du service d'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Article 2 : autorise Monsieur le Président à signer tout document y afférent.

VOTE
Pour : 65
Contre : -
Abstention : -
Ne prend pas part au vote : -

Fait à AIXE SUR VIENNE, le 21 octobre 2021.

Le Président du Syndicat,


Maurice LEBOUTET.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département. En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département. Modalité de publicité effectuée le :

AR PREFECTURE

087-258700103-20211021-2021_15-DE
Regu le 29/10/2021

29 OCT. 2021

SYNDICAT MIXTE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE VIENNE BRIANCE GORRE

DELIBERATION – COMITE SYNDICAL N°2021-16

Séance du 21/10/2021

Modification des statuts du Syndicat Vienne Briance Gorre suite à l'adhésion de la commune de SAINT MATHIEU

NOMBRE DE MEMBRES			
Afférents	Présents	Pouvoirs	Votants
111	58	7	65

L'an deux mille vingt et un, le 21 octobre, à 18 heures 30, l'Assemblée Délibérante du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable VIENNE BRIANCE GORRE, dûment convoquée le 14 octobre 2021, s'est réunie en session ordinaire au siège du Syndicat à AIXE SUR VIENNE, sous la présidence de Monsieur Maurice LEBOUTET, Président Délégué du Syndicat,

Délégués présents :

MM. Jean DUCHAMBON, Jean Pierre GRANET, MME Chantal TARNAUD, M. Didier CHARPENTIER, MMES Colette DESPLOMBAIN, Céline GROS, MM. Jean Jacques LAMANT, Serge CORREIA, Stéphane FAROUT, Jean Pierre FRUGIER, Bruno GAUBERT, Gaëtan GOMILLOUX, Daniel LAVALADE, Maurice LEBOUTET, Frédéric MECHIN, Eric PAULHAN, Mme Christelle PEYROT, MM. Anthony RICQ, Gilles ROQUES, René ARNAUD, Gaston CHASSAIN, Lucien DUROUSSEAUD, Alexandre GARNIER, Karl PERIGAUD, Alexandre PORTHEAULT, Philippe ROUGERIE, Bernard SAUVAGNAC, Pascal THEILLET, Bruno CHAPLOT, Denis VARENNE, Hubert DOUDET, Stéphane CHEVAL, Sébastien AUBOUR, Richard CRUVEILHER, Frédéric LAPEYRONNIE, Vincent VENDRAMINI, Loïc GAYOT, Fernand LAVIGNE, Georges BEAUDOU, Pascal ESCOUBEYROU, Christian CHIROL, Michel SARRE, Jean Louis BOURDEAU, Didier GRABIAUD, Yoann RUFFEL, Eric BOULESTEIX, Marcel BARTOUT, Alain GRAISSAGUEL, Yves GAVINET, Christian LATOUILLE, Bertrand DESBORDES, André SOURY, Mme Sylvia DUDOUE, MM. Bruno DESSANE, Jean Claude DUPUY, André DUBOIS, Pierre DELHOUME, Louis GALTIER, **membres du Comité Syndical.**

Délégués excusés ou absents :

M. Emmanuel BAUDET, MME Laëticia CALENDREAU, M. Xavier ABBADIE, MME Marie AUFORT, M. Pascal AUVERT, MME Elodie CLEMENT, MM. Yves JASMAIN, Jean Michel AUFORT, Jacques BERNIS, Alain BOURION, MMES Nathalie BUISSON, Sylvia COSTE, MM. Bernard GLANDUS, Philippe JANICOT, Didier LEYRIS, Jean Marie MIGNOT, Guillaume RICHIGNAC, David CUETOR, Christian JULIEN, Serge DESBORDES, MME Elodie FEIFER, MM. Jacques BLONDY, Thierry CHIBOIS, René PARAUD, Michel BAZIN, Guy RATINAUD, Lies SWIDERSKI, MME Séverine DUREISSEIX, M. Pierre ROUX, MMES Annick BREUIL, Marie Odile MALOCHET, MM. Jean Christophe CHANABIER, Guillaume ANTENOR, MMES Béatrice LOPEZ SUAREZ, Sylvie MOLINES, M. Gérard TRICONE, Patrick LEBEDEL, Sylvain CASSORE, MME Marie LINET, MM. Moïse BONNET, Bertrand JAYAT, Bernard DEMOULINS, Jacques BARRY, Franck LETOUX, Cédric GEORGES, Eric GERVEIX, Christian MICHAUD, MME Jacqueline LHOMME LEOMENT, MM. Didier MARCELLAUD, Eddy COIFFE, Paul HURAU, Simon CUILLERDIER, MME Marie Agnès DELORT, **membres du Comité Syndical.**

POUVOIRS DE VOTE : M. Claude CASSAT à M. Philippe ROUGERIE ; Mme Séverine DUREISSEIX à M. Maurice LEBOUTET ; M. Pierre PETILLON à M. Daniel LAVALADE ; M. Manuel VERGER à M. Christian LATOUILLE ; M. Sébastien FISSOT à M. Loïc GAYOT ; M. Moïse BONNET à M. Christian CHIROL.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. Gaëtan GOMILLOUX.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L5211-18 concernant les modifications relatives au périmètre ;

Vu les statuts du Syndicat et notamment l'article 1.2 « membres » et l'annexe n°1 ;

Vu la délibération du 09 juillet 2021 de la commune de SAINT MATHIEU sollicitant l'adhésion et le transfert de la compétence Eau potable ;

AR PREFECTURE

087-258700103-20211021-2021_16-DE
Regu le 29/10/2021

DELIBERATION – COMITE SYNDICAL N°2021-16

Séance du 21/10/2021

Modification des statuts du Syndicat Vienne Briance Gorre suite à l'adhésion de la commune de SAINT MATHIEU

Vu la délibération du Comité Syndical en date du 21 octobre 2021 approuvant l'adhésion de la commune de SAINT MATHIEU pour le transfert de la compétence Eau potable au sein de l'établissement public ainsi que l'extension du périmètre du syndicat Vienne Briance Gorre ;

Considérant que ces délibérations entraînent une modification des statuts du Syndicat Mixte ;

Considérant que conformément à l'article L5211-18 du CGCT, il convient pour chaque membre du Syndicat de se prononcer sur cette modification des statuts,

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés :

Article 1 : *approuve le projet des statuts du Syndicat Vienne Briance Gorre tel qu'il a été voté et annexé à la présente délibération ;*

Article 2 : *autorise Monsieur le Président à signer tout document y afférent.*

VOTE
Pour : 65
Contre : -
Abstention : -
Ne prend pas part au vote : -

Fait à AIXE SUR VIENNE, le 21 octobre 2021.

Le Président du Syndicat,


SYNDICAT DES EAUX
VIENNE - BRIANCE - GORRE
Maurice LEBOUTET.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département. En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département. Modalité de publicité effectuée le :

29 OCT. 2021

AR PREFECTURE

087-258700103-20211021-2021_16-DE
Regu le 29/10/2021

SYNDICAT MIXTE D'ALIMENTATION
EN EAU POTABLE VIENNE BRIANCE GORRE

STATUTS



PRÉAMBULE

Le Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable Vienne Briance Gorre a été créé le 1^{er} janvier 1979.

Au 01/01/2021, le syndicat était composé de 33 communes, de deux communautés de communes et d'une communauté urbaine du département de la Haute-Vienne.

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1. Dénomination et forme juridique

En application de l'article L. 5711-1 du CGCT est institué un syndicat mixte fermé qui prend le nom de « Syndicat mixte d'alimentation en eau potable Vienne Briance Gorre ».

ARTICLE 1.2. Membres

Conformément au CGCT, le syndicat mixte est constitué entre les communes et les Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) suivants :

- Etablissements Publics de coopération intercommunale : **la Communauté Urbaine Limoges Métropole** (9 communes : Boisseuil, Condat sur Vienne, Feytiat, Isle, Panazol, Saint Just le Martel, Solignac, Verneuil sur Vienne, Le Vigen), **la Communauté de communes du Val de Vienne** (9 communes : Saint Priest sous Aix, Aix sur Vienne, Bosmie l'aiguille, Burgnac, Beynac, Saint Martin le Vieux, Saint Yrieix sous Aix, Journac, Sereilhac), **la Communauté de communes Porte Océane du Limousin** (5 communes : Chaillac sur Vienne, Oradour sur Glane, Saint Brice sur Vienne, Saint Martin de Jussac, Saint Victurnien)
- Communes : Bussière Galant, Les Cars, Chalus, La Chapelle Montbrandeix, Cognac la forêt, Coussac Bonneval, Flavignac, Glandon, Glanges, Gorre, Ladignac le Long, La Meyze, La Roche l'abeille, Lavignac, La Porcherie, Marval, Meilhac, Pageas, Pensol, Pierre Buffière, Rilhac Lastours, Royères, Saint Auvent, Saint Cyr, Saint Genest sur Roselle, Saint Germain les Belles, Saint Hilaire Bonneval, Saint Jean Ligoure, Saint Laurent sur Gorre, Saint Mathieu, Saint Priest Ligoure, Saint Vitte sur Briance, Sainte Marie de Vaux, Saint Yrieix la Perche.

ARTICLE 1.3. Siège

Le siège du Syndicat est sis :

3 Allée Georges CUVIER - 87700 AIXE sur VIENNE

ARTICLE 1.4. Durée

Le Syndicat est constitué sans limitation de durée.

ARTICLE 2. COMPÉTENCE EAU

Le Syndicat a pour objet la production et la distribution d'eau potable aux abonnés, sur le territoire de l'ensemble des Communes et EPCI à FP adhérents et limitrophes (exportations sous conventions).

Article 2.1. Distribution et production d'eau potable

Le Syndicat mixte exerce en lieu et place des collectivités membres listées à l'article 1.2 des présents statuts, toute la compétence résultant de la mise en œuvre du service public d'eau potable défini à l'article L. 2224-7 du CGCT.

Il assure l'intégralité de la production par captage ou pompage, de la protection des points de prélèvement, du traitement, du transport, du stockage et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Il exerce toutes les prérogatives de maître d'ouvrage des équipements de production et de distribution d'eau potable dont il est propriétaire sur son territoire. A cet effet, il est maître d'ouvrage de l'ensemble des travaux d'entretien, de renouvellement, de renforcement et d'extension des réseaux et des ouvrages.

Il fixe la programmation annuelle des investissements à réaliser. Il procède à la passation des marchés d'études, de maîtrise d'œuvre et de travaux correspondants.

Il réalise tous les emprunts nécessaires aux objets rentrant dans ses attributions. Il fixe les conditions de raccordement et d'abonnement au service des usagers.

Il détermine le mode d'exploitation du service de production et de distribution d'eau potable, désigne les exploitants conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et passe les contrats de délégation de service public ou les marchés correspondants.

Article 2.2. Achat et vente d'eau à des collectivités non adhérentes

Le syndicat mixte achète ou vend de l'eau potable en gros à des collectivités non adhérentes, dans des conditions définies par convention.

Article 2.3. Autres interventions

Dans la limite de ses attributions et du principe de spécialité, le syndicat mixte a la faculté de conclure avec des membres ou des tiers, pour des motifs d'intérêt public local et à titre de complément du service assuré à titre principal pour les membres, des conventions ou tous autres dispositifs légaux, et ce dans les conditions requises par la loi et la jurisprudence.

ARTICLE 3. Modification relative au périmètre et à l'organisation du syndicat

Conformément aux articles L 5211 - 18 à L 5211 - 27 du C. G. C. T.

ARTICLE 3.1. Adhésion de nouveaux membres

Les communes et leurs groupements peuvent adhérer au Syndicat mixte dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales.

Le Comité syndical, après avoir dressé un état des lieux du patrimoine de la collectivité qui demande son adhésion, fixera les modalités d'adhésion et devra s'exprimer sur son intégration dans le périmètre syndical.

La délibération du Comité Syndical sera notifiée aux membres adhérents à la date de la décision. Cette adhésion est entérinée par arrêté préfectoral.

Le transfert de compétences entraîne de plein droit la mise à disposition des biens, équipements et services publics nécessaires dans les conditions prévues aux articles des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, des deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et des articles L. 1321-3, L. 1321-4 et L. 1321-5.

Le Syndicat est substitué à l'ensemble des droits et obligations des collectivités membres pour la compétence transférée.

ARTICLE 4. ORGANES DU SYNDICAT MIXTE

Conformément aux articles L. 5211 - 6 à L. 5211 - 8 du C. G. C. T.,

ARTICLE 4.1. Organisation générale

Le syndicat est administré par un Comité syndical composé des délégués titulaires et suppléants élus par les organes délibérants des membres dans les conditions fixées à l'article L. 5211-7 du CGCT.

Les délégués suppléants sont appelés à siéger au comité avec voix délibérative, en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires, mais ne peuvent en aucun cas être titulaires de charges permanentes dans le Bureau ou dans les différentes commissions.

Les organes exécutifs du syndicat mixte sont le Président et le Bureau.

Les modalités de fonctionnement des différents organes du Syndicat mixte font l'objet d'un règlement intérieur adopté par délibération du comité syndical.

ARTICLE 4.2. Le comité syndical

4.2.1. Composition

Le Comité syndical est composé des délégués élus par les organes délibérants des membres.

Le nombre de délégués titulaire et suppléant attribué par membre est fixé selon les règles suivantes :

- chaque commune est représentée dans le comité par deux délégués titulaires et deux délégués suppléants.
- pour les EPCI membres du syndicat, le nombre total de délégués titulaires et suppléants est calculé par addition du nombre de délégués titulaires et suppléants auquel à droit chaque commune que représente l'EPCI au sein du syndicat.

Les délégués suppléants sont appelés à siéger au comité avec voix délibérative, en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires, mais ne peuvent en aucun cas être titulaires de charges permanentes dans le Bureau ou dans les différentes commissions.

Un tableau est annexé aux présents statuts précisant la composition actuelle du syndicat conformément aux conditions de désignation des délégués explicitées dans le présent article.

4.2.2. Durée de mandat

La durée du mandat d'un délégué au sein du Syndicat mixte est identique à la durée de son mandat au sein de l'organe qui l'a désigné.

En cas de perte de son mandat au sein de l'organe qui l'a désigné, le délégué perd également son mandat de délégué au sein du Syndicat.

4.2.3. Attributions du Comité syndical

Le Comité syndical prend, par voie de délibérations, toutes décisions relatives aux affaires relevant de ses attributions.

Les décisions du Comité syndical font l'objet de délibérations prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante, sauf pour les votes à bulletin secret.

Le Comité syndical peut créer toutes commissions chargées d'étudier et de préparer ses décisions dans les matières qu'il juge nécessaires.

Le Comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au Président ou au bureau syndical dans les conditions fixées à l'article L. 5211-10 du CGCT.

ARTICLE 4.3. Le Président

Le Comité syndical élit en son sein un Président.

Il est l'organe exécutif du Syndicat mixte pour la durée du mandat syndical. Son mandat est prorogé jusqu'au renouvellement du comité Syndical conformément à l'article L.5211-41-III du CGCT. Il assure la représentation juridique du Syndicat dont il est l'ordonnateur, il prescrit l'exécution des recettes.

Il est chargé de la préparation et de l'exécution des décisions du Comité syndical et du Bureau. Il est seul chargé de l'administration et représente le Syndicat en justice.

Le Président exerce ses compétences dans les conditions fixées aux articles L. 5211-9 et suivants du CGCT.

NR PREFECTURE

087-258700103-20211021-2021_16-DE

Recu le 29/10/2021

ARTICLE 4.4. *Le Bureau*

Le bureau est composé du Président du Syndicat et de plusieurs Vice-Présidents dont le nombre est librement déterminé par le Comité syndical sans que ce nombre ne puisse excéder les plafonds prévus par l'article L. 5211-10 du CGCT.

Le mandat des membres du Bureau prend fin en même temps que celui de l'organe délibérant qui les a désignés.

Le Bureau se réunit sur convocation du Président.

Le Bureau peut recevoir des délégations de compétences du Comité Syndical dans les limites prévues à l'article L. 5211-10 du CGCT.

ARTICLE 5. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 5.1. *Budget*

Le budget pourvoit aux dépenses du Syndicat mixte et des services pour lesquels il est constitué.

Les recettes principales proviennent des produits de surtaxe fixés annuellement par le Comité syndical et des ventes d'eau.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5212-19 du CGCT, le budget pourra bénéficier des recettes suivantes dans le cadre de l'exercice de son domaine d'activités :

- les sommes dues par les entreprises délégataires en vertu des contrats de délégation de service public, telles que les redevances, frais de contrôle, participations contractuelles, surtaxes et majorations de tarifs...
- la rémunération des services rendus aux collectivités territoriales ou leurs groupements, aux opérateurs fonciers, entreprises, associations ou particuliers dans les cas prévus par la loi ;
- les produits des ventes d'eau, taxes et redevances correspondants aux services assurés par le Syndicat ;
- le produit des emprunts qu'il contracte ;
- le produit des fonds de concours et subventions notamment de l'Europe, de l'Etat, de la région, du département et des agences de l'eau Loire-Bretagne et Adour-Garonne ;
- le produit des aides, dons et legs dont il bénéficie ;
- les revenus de ses biens meubles ou immeubles ;
- toute autre ressource autorisée par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5.2. *Comptabilité*

La comptabilité du Syndicat est tenue selon les règles applicables à la comptabilité publique. Les fonctions de receveur du Syndicat sont exercées par le Trésorier Public compétent, lequel est désigné par le Préfet après avis du DDFIP.

ARTICLE 6. DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 6.1. *Retrait*

Retrait de droit commun

Un membre peut se retirer du Syndicat avec le consentement du Comité selon les modalités prévues à l'article L. 5211-19 du CGCT. Celui-ci fixe, en accord avec le Conseil municipal ou communautaire intéressé, les conditions techniques et financières auxquelles s'opère le retrait.

Après avis de la commission départementale de la coopération intercommunale et par dérogation au II de l'article L.5214-21 du CGCT, le préfet peut autoriser un EPCI à FP substitué aux communes suite au transfert de la compétence eau, à se retirer du syndicat au 1er janvier de l'année qui suit la date du transfert de la compétence dans les conditions fixées aux articles L.5211-19 et L.5211-25-1 du CGCT.

Un membre adhérent peut être autorisé par le préfet à se retirer si sa participation au syndicat mixte est devenue sans objet conformément aux articles L. 5212-29 et L. 5711-1.

ARTICLE 6.2. *Modifications statutaires et dissolution du syndicat*

Les modifications statutaires et la dissolution du Syndicat mixte ainsi que les conditions de liquidation sont prononcées dans les conditions prévues par le CGCT.

ARTICLE 6.3. *Règlement intérieur*

Conformément aux dispositions du CGCT, un règlement intérieur en forme de délibération du Comité Syndical, fixe, en tant que besoin, les dispositions relatives au fonctionnement du Syndicat non prévues par les présents statuts ou par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6.4. *Dispositions non prévues par les statuts*

Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément au Code général des collectivités territoriales.

Fait à AIXE SUR VIENNE, le 21 Octobre 2021.

Le Président,


SYNDICAT DES EAUX
VMBG
VIENNE - BRIANCE - GORRE

Maurice LEBOUTET.

Statuts SMAEP Vienne Briance Gorre

AR PREFECTURE

087-258700103-20211021-2021_16-DE
Recu le 29/10/2021

ANNEXE 1 : Adhésions et nombre de délégués

Membres	EAU
Communauté de communes du Val de Vienne	18
Communauté Urbaine Limoges Métropole	18
Communauté de communes Porte Océane Limousin	10
Bussière Galant	2
Les Cars	2
Chalus	2
La Chapelle Montbrandeix	2
Cognac la forêt	2
Coussac Bonneval	2
Flavignac	2
Glandon	2
Glanges	2
Gorre	2
La Meyze	2
Ladignac le Long	2
La Roche l'Abeille	2
Lavignac	2
Marval	2
Meilhac	2
Pageas	2
Pensol	2
Pierre Buffiere	2
La Porcherie	2
Rilhac Lastours	2
Royeres	2
Saint Auvent	2
Saint Cyr	2
Saint Genest sur Roselle	2
Saint Germain les Belles	2
Saint Hilaire Bonneval	2
Saint Jean Ligoure	2
Saint Laurent sur Gorre	2
Saint Mathieu	2
Saint Priest Ligoure	2
Saint Vitte sur Briance	2
Saint Yrieix la Perche	2
Sainte Marie de Vaux	2

Le Comité syndical se composerait ainsi de 114 délégués.

AR PREFECTURE

087-258700103-20211021-2021_16-DE

Recu le 29/10/2021